

S.E.M. Philippe VAN DAMME

Ambassadeur de l'Union européenne

en République du Cameroun

***LANCEMENT DU PROGRAMME INDICATIF MULTI
ANNUEL 2021 – 2027 DE L'UNION EUROPÉENNE
POUR LE CAMEROUN***

Yaoundé, 2 février 2022

Excellence, Monsieur le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

*Excellences, Mesdames, Messieurs les Ministres,
Excellences, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et chef(fe)s
d'agence des Etats membres de l'Union européenne,*

*Mesdames et Messieurs les représentants des missions
diplomatiques, agences de développement et institutions financières,
Mesdames et Messieurs les représentants des administrations
publiques,*

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,

Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé,

Chers invités,

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Ministre, pour l'organisation de cette cérémonie de lancement. Une nouvelle preuve s'il en faut, de l'importance qu'accorde le gouvernement camerounais à notre partenariat.

J'aimerais d'ailleurs rappeler ici, signe de l'ancienneté et de la solidité de nos relations, qu'en 1963, c'est ici même, à Yaoundé, que les Etats européens et africains signaient leur premier accord conjoint : la Convention de Yaoundé.

Presque 60 ans plus tard, les acteurs, autant que les conditions de cet accord ont bien changé :

- ✓ l'Union européenne est née et a pris sa forme actuelle ;
- ✓ le Cameroun, lui aussi, a évolué, s'est modernisé. Entretemps il a même remporté 5 Coupes d'Afrique des Nations - bientôt 6 peut-être.
- ✓ et notre partenariat a également évolué et n'a probablement jamais été plus fort que maintenant.

Presque sans nous en rendre compte, nous venons de passer un moment historique, en signant la toute dernière convention de financement sous le FED, le Fonds européen de développement. Il s'agit dans le cas d'espèce d'un programme de 10 millions d'Euros en soutien au développement industriel, notamment cotonnier et énergétique dans les régions du Septentrion.

Il fut un temps où les gens dans la rue ne connaissaient pas l'Union européenne, mais ne connaissaient que le FED, grâce notamment à la multitude de panneaux le long des routes, devant les infrastructures sociales de base, annonçant fièrement leur financement à travers le FED.

Aujourd'hui encore trop de gens associent l'Union européenne qu'avec son instrument de coopération au développement. Or depuis la convention de Yaoundé, en passant par la convention de Lomé et puis l'accord de Cotonou, le champ de nos relations n'a cessé de s'élargir et de s'approfondir, pour couvrir aujourd'hui aussi bien des aspects politiques, sécuritaires, économiques et commerciales que d'actions humanitaires et de coopération.

Aujourd'hui, la coopération n'est plus qu'un parmi plusieurs instruments au service de ce partenariat, en appui à nos objectifs communs. Mais un instrument qui reste important néanmoins.

Et cet instrument n'a pas que changé de nom, il a également changé de forme. Le passage du FED à ce que nous appellerons dorénavant « **Global Europe** » implique en effet une budgétisation de l'aide publique au développement européenne, le FED étant en effet un fonds extrabudgétaire. Cette budgétisation est tout un symbole, elle reflète la normalisation et la maturité de cette coopération comme un instrument parmi d'autres dans notre boîte à outils de notre action extérieure. Avec la disparition du FED nous tournons la page de notre histoire postcoloniale pour rentrer pleinement dans un partenariat équilibré.

En même temps nous sommes entrés dans l'ère post-Cotonou. Le nouvel accord adopté l'année dernière n'a pas encore de nom, mais sera signé ce printemps et baptisé à ce moment. Ce nouvel accord se veut encore plus politique, en renforçant les structures de dialogue du partenariat, non seulement avec les autorités, mais également avec le parlement, la société civile et le secteur privé, acteurs essentiels d'une société démocratique et d'une économie dynamique.

Bien-sûr, l'objectif de fond du volet coopération de ce partenariat multiforme demeure. Il s'agit d'appuyer les efforts du pays pour une croissance durable et inclusive qui doit permettre au plus grand nombre de vivre dignement, dans le respect de leurs droits fondamentaux.

Les valeurs universelles défendues par l'Union européenne continueront également de guider notre action : droits humains, égalité de genre, paix et stabilité, bonne gouvernance, démocratie, Etat de droit et lutte contre la corruption.

Ces priorités et ces valeurs sont partagées. C'est d'ailleurs pourquoi le Programme Indicatif Multi-annuel que nous présentons aujourd'hui n'a aucune difficulté à s'aligner sur les priorités définies dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030.

Le nouvel instrument, **Global Europe**, implique cependant quelques changements. D'abord dans nos méthodes de travail qui doivent s'adapter à un monde en mouvement. Nous chercherons notamment une plus grande cohérence stratégique et opérationnelle avec nos partenaires européens. Pour cela, nous fonctionnerons de plus en plus en « équipe Europe », partout où cela sera possible.

Les ressources et l'expertise de l'Union européenne, des Etats membres ainsi que de leurs institutions financières et agences de développement seront mises au service d'objectifs stratégiques communs, afin d'assurer la pleine complémentarité et d'accroître l'impact de nos actions.

Ce sera notamment le cas dans le cadre de notre initiative pour un *Septentrion résilient et vert* que nous lancerons ensemble à Garoua la semaine prochaine.

Le contenu de l'instrument évolue également. Je dis toujours que l'investissement est le moteur de la croissance économique, l'aide publique au développement ne peut s'y substituer, n'est que l'huile dans le moteur. L'**utilisation de garanties** financières en sus du **blending** (mixage prêt-dons) déjà largement utilisé au Cameroun–devraient permettre de créer un important effet de levier et d'attirer davantage d'investissements publics et privés, facilitant la mise en œuvre de projets ambitieux. A cet égard, le secteur privé, par sa capacité d'innovation et son agilité, jouera un rôle central.

Enfin, la dimension régionale de notre coopération restera particulièrement importante. Le nouvel instrument **Global Europe** permet une interaction beaucoup plus flexible que par le passé avec les pays voisins pour développer des programmes multi-pays à géométrie variable en fonction de la dimension géographique des défis auxquels le pays fait face. Songeons à la sécurité dans le bassin du lac Tchad, la sécurité maritime et la protection de la biodiversité dans le Golfe de Guinée, la préservation du bassin forestier du Congo, la gestion de la transhumance, l'accompagnement des flux de réfugiés, ou encore toutes les actions en appui à l'intégration régionale et continentale, pour ne citer que ceux-ci. La participation du Cameroun à ces programmes régionaux et globaux permettra en gros de doubler les moyens mis à la disposition du Cameroun à travers le nouvel instrument.

Honorable Ministers

Colleagues,

Ladies and gentlemen,

I will let my colleagues present in more detail the priorities of our cooperation, but I like to summarise them around three pillars:

- (i) **political and democratic governance**, including peace and security, effective decentralization to fight territorial inequalities, and support to civil society as a crucial actor contributing to restoring social cohesion in society;
- (ii) **economic governance**, aiming at improving the business environment and investment climate, engine for sustainable growth and decent job creation, notably for the youth. This implies improved public finance management, fight against corruption and fiscal policy reforms to formalize the economy and to incentivize a green transition in the production processes, thereby opening opportunities offered by the European Partnership Agreement and the African Continental Free Trade Area.
- (iii) **Environmental governance**, accompanying the implementation of the recently updated Nationally Determined Contributions to fight global climate change, and actions to preserve biodiversity and to encourage more sustainable natural resource management for the next generation. It shall also include support to urban development planning to improve mobility and quality of life in urban areas. Those objectives are not European luxuries standing in the way of rapid economic growth, but on the contrary, Cameroon is uniquely endowed with an incredible wealth of natural resources, including renewable energy, and has obvious comparative advantages in leapfrogging towards a green and digital industrialization and growth model, source of decent job creation for your youth.

These priorities are not only aligned on the National Development Strategy 2030 but also reflect the priority concerns of the Cameroonian youth. According to an opinion survey conducted late last year, employment and job creation – including education - as well as peace and security and the fight against corruption are by far the highest priority concerns of the people, but in particular also among the youth. Similarly a large majority of people is aware of and has started observing the consequences of climate change, in particular also in the Northern regions.

While in the past the European Development Fund may have been known throughout the country for its investments in social and road infrastructure, we have the ambition under the new instrument, and in **Team Europe**, to have more transformational impact. You will have noticed, the red thread throughout our programming exercise is governance in its various forms. We will encourage reforms that can lead to structural changes that are key to unlock the tremendous economic potential of the country and to meet the rightful aspirations and expectations of the youth.

In this context, the European Union will relentlessly defend in all its initiatives the fight for gender equality, the fight against climate change and the creation of economic opportunities for young people and put the youth, the Cameroon of tomorrow, at the center of its activities.

Excellences Mesdames et messieurs les Ministres,

Chers collègues,

Mesdames et messieurs,

Vous serez certainement d'accord avec moi pour dire qu'il s'agit d'un programme pour le moins ambitieux. Permettez-moi de souligner que ce programme ne constitue **qu'une partie des efforts de l'Union européenne au Cameroun.**

Tout d'abord, une revue à mi-parcours aura lieu en 2024 et permettra de déterminer le montant de l'allocation bilatérale pour 2025-2027 en fonction des avancées dans un certain nombre de domaines en lien avec les valeurs fondamentales de l'UE, de la performance des réformes réalisées dans le cadre de nos priorités conjointes, et de la capacité d'absorption de notre aide.

Il faudra en outre, comme je l'ai dit, compter sur les enveloppes thématiques globales et l'enveloppe régionale très importante dont l'accès dépendra notamment des capacités de coordination et de propositions par le Cameroun et par les pays voisins et des Equipes Europe de ces pays.

Ces priorités sont complémentaires des initiatives du gouvernement camerounais, des partenaires européens et des partenaires internationaux. Le programme indicatif multi annuel national que nous présentons ici aujourd'hui n'est donc que de la partie visible de l'iceberg de l'action globale de **l'équipe Europe** au Cameroun, mais constitue le cadre cap général qui guidera l'ensemble de nos actions.

Je vous remercie pour votre attention.

Vive le partenariat entre le Cameroun et l'équipe Europe.